

Ecolo dénonce une «injustice» financière

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Les Verts en ont gros sur la patate en Wallonie... De la lumière du pouvoir sous la précédente législature au travail d'opposition depuis les élections de mai 2014, les lendemains restent difficiles pour Ecolo.

Gouvernement «conservateur»

Prenons d'abord le travail du gouvernement PS-cdH. Les députés Stéphane Hazée, Philippe Henry, Hélène Ryckmans et Matthieu Daele n'hésitent pas à qualifier le gouvernement de Paul Magnette de «conservateur». Tirant le bilan de cette première année de législature mercredi à Namur, les quatre députés Ecolo estiment que leurs anciens alliés renient certains thèmes qu'ils ont pourtant approuvés sous la précédente législature. C'est le cas de l'écologie. L'ancien ministre Philippe Henry parle, lui, de «service minimum». Selon lui, «il n'y a pas vraiment

de politique du climat mise en œuvre». Il estime par ailleurs que l'implication au niveau international est très faible alors que la cruciale Conférence de Paris sur le climat se tiendra en décembre.

Une autre inquiétude concerne les enjeux sociaux. La députée Hélène Ryckmans pointe le désengagement d'un gouvernement censé pencher à gauche sur le terrain social «alors que la pauvreté et la précarité croissent en Wallonie». Face aux CPAS qui demandent plus de moyens, notamment pour accueillir les personnes exclues du chômage, «le gouvernement wallon se cache derrière le Fédéral pour ne pas agir».

Le député Matthieu Daele décerne, lui, la palme des «effets d'annonces», à Carlo Di Antonio (cdH) notamment dans le dossier «petit éolien» ou sur la fusion des aéroports. Côté gouvernance, Ecolo fustige Paul Magnette, qui cumule sa fonction de ministre-président avec celle de bourgmestre de Charleroi «malgré les promesses électorales».

Question de seuil

À côté de ce bilan, Ecolo voit comme «une injustice» le fait de ne pas pouvoir prétendre à certains financements parlementaires parce que le parti n'a pas 5 députés en Wallonie. «Nous restons en désaccord par rapport aux critères de financement des partis», explique Stéphane Hazée, le chef du groupe Ecolo au Parlement. Il dénonce l'absence de volonté des autres partis de revenir au précédent règlement intérieur du Parlement, qui ouvrait le financement aux groupes politiques dès 3 députés. «Le règlement avait été modifié pour combattre l'extrême droite. On maintient ce seuil aujourd'hui pour donner un autre effet».

«Nous restons en désaccord par rapport aux critères de financement des partis.»

STÉPHANE HAZÉE
CHEF DU GROUPE ECOLO